

Mouvements

| Sociétés | Politique | Culture |

2004

Janvier
Février

| Dossier |

Les hommes en crise ?

Le masculin en questions

FRANCIS DUPUIS-DÉRI | MICHÈLE FERRAND | JEAN-PAUL GAUDILLIÈRE |
ANNICK MADEC | SVEN AXEL MANSSON | PASCALE MOLINIER |
ANNE MONJARET | MONIQUE SCHNEIDER | MARA VIVEROS VIGOYA

| Rubriques |

- Voile, islamophobie, autour de questions brûlantes
- Nouvelles réponses à la lettre à nos amis américains
- Le cinéma social peut-il être populaire ?
- L'Union européenne vue par la gauche anglaise
- À propos de l'adhésion de la Turquie
- Livres : à propos du Front national



La Découverte

Nouvelles réponses à la lettre d'Europe à nos amis américains*

Dans notre précédent numéro (n° 30 novembre-décembre 2003), nous avons publié une lettre ouverte de la rédaction de *Mouvements* à des intellectuels américains plutôt classés à gauche dans ce pays. Nous les interrogeons sur cinq questions essentielles : la « guerre contre le terrorisme », la notion de guerre juste, l'attitude des États-Unis par rapport au reste du monde et particulièrement à l'Europe, le soutien américain à Israël et enfin l'existence ou non d'une alternative à la politique de George W. Bush.

Quatre de ces intellectuels avaient immédiatement répondu et nous avons alors publié leurs réponses. Il s'agissait de Robert Malley (ancien conseiller de Bill Clinton pour le Moyen-Orient), Norman Birnbaum, (professeur à l'université Georgetown), Charles A. Kupchan, et non Kupchman, (également professeur à Gerogetown, auquel nous présentons nos excuses pour avoir mal orthographié son nom) et William D. Hartung (chercheur à l'institut de politique mondiale).

Nous avons depuis lors reçu trois nouvelles réponses. Il s'agit de celles de Stanley Hoffmann (professeur au Centre des études européennes à l'université de Harvard), de Andrew Moravcsik (professeur de sciences politiques et directeur du programme Union européenne à l'université de Harvard) et de Daniel P. Galleo (directeur des études européennes à l'université John Hopkins).

* À l'exception des textes de Robert Malley et Stanley Hoffman transcrits directement en français, toutes les autres réponses ont été traduites par Julie Sibony.

ANDREW MORAVCSIK

Professeur de sciences politiques et directeur du programme
Union européenne à l'université de Harvard

La question centrale aujourd'hui dans l'alliance transatlantique n'est pas – comme même des opinions européennes modérées telle la lettre de la revue *Mouvements* semblent le suggérer – de savoir si les États-Unis vont tirer les leçons des difficultés que rencontre leur politique d'intervention militaire préventive en Irak. C'est de savoir ce que les Européens vont faire pour proposer une politique alternative et néanmoins vigoureuse afin d'aborder les problèmes sous-jacents du terrorisme, des États voyous et des armes de destruction massive.

En Europe, la plupart des analystes sont encore embourbés dans le paradigme anti-Irak, cherchant à empêcher la *super-puissance* d'exécuter sa promesse d'intervention militaire « préventive » contenue dans le document sur la Stratégie de Sécurité nationale (qui date maintenant de plus d'un an). C'est un discours particulièrement séduisant en France, où « faire contrepoids » aux États-Unis est une rhétorique facile, et même doublement puisqu'elle dissimule la réticence cruciale de la France à entreprendre aucune initiative coûteuse pour influencer la situation politique au Moyen-Orient. En réalité, cependant, les Américains ont évolué. Quoi qu'en dise la Maison Blanche, l'occupation et la reconstruction de l'Irak se sont avérées trop onéreuses – sur un plan diplomatique, militaire, fiscal et, surtout, en termes de politique intérieure – pour que l'histoire se répète (si 60 % des troupes américaines disponibles sont sur place, toute répétition rapide est exclue pour une simple raison d'arithmétique). La norme à l'avenir sera plutôt une action similaire à celle menée par l'Occident en Afghanistan, en Iran ou en Corée du Nord: informelle, multilatérale, conduite par des civils, dédiée à la lutte contre le terrorisme et à la suppression des armes de destruction massive. Et si l'intervention militaire n'est qu'une politique de

dernier recours, alors des politiques plus sophistiquées doivent être développées; des politiques efficaces, préventives si nécessaire, et soutenues par un pouvoir coercitif. Que devront être ces politiques?

Et ceci soulève à son tour *la* question fondamentale pour l'avenir des relations de l'Occident avec les États voyous et terroristes – et donc pour les relations transatlantiques. La question centrale n'est plus de savoir si les Américains vont tirer quoi que ce soit de leur expérience en Irak. C'est déjà fait. C'est de savoir si les Européens – avec peu d'investissement en termes d'argent et de vies humaines, une absence de sentiment de menace imminente pour leur sécurité, et une opinion publique plus intéressée par la procédure que les résultats dans les affaires internationales – en tireront, eux, des enseignements. Les États-Unis sont sur le chemin de Damas – le chemin métaphorique, pas réel – mais où en est l'Europe?

La politique européenne durant l'année précédant la guerre en Irak fut, après tout, caractérisée par un remarquable manque de sérieux. Aucun pays ne semblait prêt à consacrer un capital financier ou politique même modeste à la construction d'alternatives politiques réalistes à l'invasion américaine. La question demeure: comment l'Occident peut-il combattre le terrorisme, la prolifération et le fondamentalisme musulman? Si l'Europe veut pouvoir jouer un quelconque rôle mondial à cet égard – et l'isolationnisme est peut-être, comme l'a avancé Robert Kagan, l'avenir le plus probable pour l'Europe – elle devra choisir entre deux options¹.

1. Pour une analyse plus détaillée, voir A. MORAVCSIK: « Striking a new transatlantic bargain », *Foreign affairs*, juillet-août 2003.

La première, peut-être la plus largement défendue aujourd'hui, serait de créer une force militaire européenne unifiée. Dans un entretien pour la *Revue de l'OTAN*, Fraser Cameron, ancien fonctionnaire européen et actuel directeur d'études au *European policy center* de Bruxelles, explique que l'Europe « doit poursuivre ses propres objectifs et développer ses propres capacités complètes »

– une vision qu'il associe à Jacques Chirac². Des dizaines d'hommes et de femmes politiques européens, pas seulement en France, ont souscrit, du moins en parole, à cette aspiration.

Il ne fait aucun doute qu'un pôle militaire européen constituerait un bon sujet d'autosatisfaction – Joschka Fischer, Tony Blair et Javier Solana pourraient se battre pour le poste de « ministre des Affaires étrangères » de l'Union européenne tout en rassemblant une milice multinationale et en gardant les Français à bord. Mais cela ne changerait rien aux relations américano-européennes, et encore moins à la situation au Moyen-Orient. Il est peu probable que les Européens acceptent de dépenser l'argent, ou approuvent les profonds bouleversements politiques et industriels, nécessaires pour créer une véritable force militaire de haute intensité. Et même si c'était le cas, il y aurait peu de scénarios plausibles, voire aucun, à son intervention autonome, la plupart – Tchétchénie? Algérie? Égypte? – étant d'ailleurs peu attrayants. On ne voit pas bien en outre pourquoi une telle force, déployable ou pas, aurait un impact significatif sur la politique américaine, à part celui d'encourager les conservateurs à retirer des troupes en Europe pour les déployer ailleurs. Le choix d'une armée européenne, en apparence réaliste, serait ironiquement le triomphe suprême de la rhétorique sur la réalité.

Bien plus séduisante serait la deuxième option, à savoir de renforcer la « puissance

civile » européenne. Le commerce, l'aide au développement, le maintien de la paix, les inspections et la surveillance internationales, la légitimation multilatérale : c'est dans ces instruments de la puissance civile que réside le vrai avantage comparatif de l'Europe. Des progrès même modestes dans des tâches civiles plus délicates – comme resserrer les liens avec la

Turquie, développer la flexibilité de l'Union européenne sur la question israélo-palestinienne, établir une force d'inspection coercitive multinationale pour les armes de destruction massive, ou réduire les subventions agricoles – contribueraient (et contribuent déjà) à la paix et à la sécurité dans le monde autant, voire plus, qu'une Euroforce. Et c'est précisément ce dont les États-Unis, apparemment incapables pour des raisons de politique intérieure de financer et de déployer des stratégies solides de puissance civile, ont le plus besoin.

Si l'Europe optait pour cette stratégie, une division des tâches pourrait émerger, avec les États-Unis spécialisés dans la puissance militaire de haute intensité et les Européens dans la puissance civile et militaire de faible intensité. À vrai dire, une telle division existe déjà. Elle pourrait représenter une option séduisante même aux yeux des conservateurs américains. Certains la trouvent même trop tentante, car elle implique que l'initiative – et donc les tâches les plus intéressantes – incomberait aux États-Unis, tandis que l'Europe ne ferait que gérer les conséquences désagréables. En termes plus familiers, les Américains feraient « la cuisine » et les Européens se retrouveraient à « laver la vaisselle ».

2. F. CAMERON et A. MORAVCSIK : « L'Union européenne doit-elle avoir les mêmes capacités que l'OTAN? Débat », *La Revue de l'OTAN*, automne 2003.

Pourtant la métaphore de la cuisine et de la vaisselle est appliquée ici à mauvais escient. La division des tâches que je propose placerait les Européens sur un pied d'égalité au niveau des initiatives et des apports. Ils pourraient utiliser leurs ressources supérieures en matière de puissance civile pour jouer un rôle prédominant dans les mesures de prévention des crises avant les conflits, de sorte qu'une intervention militaire ne soit jamais nécessaire. Le déploiement d'une force d'inspection coercitive plus solide rassemblant l'ONU et l'Union européenne six mois avant la guerre en Irak, par exemple, aurait fait bien plus pour entraver les États-Unis que dix bataillons d'Euro-troupes de haute intensité. Même dans le conflit israélo-palestinien, la seule action politique coûteuse fiscalement que les Européens aient menée au cours de la dernière décennie a été la plus opportune sur le plan politique : le fait de subventionner les Palestiniens. Si telle est l'envergure de la politique européenne, autant faire de nécessité vertu et la relier à une plus large stratégie pour la paix incluant une composante militaire (car il en faut forcément une). Chose plus importante, en prenant conscience qu'il est plus difficile de construire la paix que de faire la guerre, la plupart des Américains (et peut-être même le gouvernement Bush) en ont conclu que ceux qui cuisinent et ceux qui font la vaisselle feraient mieux de prévoir le menu ensemble, sans quoi la vaisselle ne sera pas faite. Cette division des tâches est également cohérente avec des valeurs profondément ancrées de part et d'autre de l'Atlantique, selon lesquelles les Européens préfèrent la puissance civile, et les Américains la puissance militaire³. C'est la complémentarité, et non le conflit, qui doit devenir le mot d'ordre de l'Occident.

Cette stratégie fonctionnera mieux si les Européens peuvent déclarer leur intention de façon claire et collective, et bien entendu elle serait

plus légitime globalement si elle transitait par l'ONU. Mais là n'est pas l'essentiel. Après tout, le multilatéralisme militant (même quand il est un prétexte à l'inaction) n'est pas plus admirable que l'unilatéralisme militaire. L'essentiel est plutôt que les Européens et les Américains qui souhaitent s'engager ensemble projettent leur pouvoir et leur influence d'une manière crédible, qui sera le reflet de leurs avantages comparatifs respectifs. Cela étant dit, il est plus probable d'aboutir à une coopération fructueuse si les délibérations peuvent avoir lieu non pas seulement à travers l'OTAN (une organisation essentielle avec laquelle même les conservateurs américains se sentent à l'aise), mais aussi à travers l'Union européenne et même l'ONU.

Et donc, même dans l'esprit de clocher de l'intégration européenne, renforcer la puissance civile (domaine dans lequel l'Union européenne possède une autorité incontestable) serait plus efficace pour propulser l'Union européenne sur le devant de la scène dans les délibérations transatlantiques. Peut-être aussi que l'europanisation des politiques pourrait aider à vaincre les inhibitions dans plusieurs endroits d'Europe et à plusieurs endroits du spectre politique de tous les pays européens, face à la moindre action militaire préventive au Moyen-Orient ou n'importe où ailleurs – une inhibition que les rédacteurs de *Mouvements* questionnent à juste titre. Atteindre ce genre d'équilibre serait le meilleur moyen – et peut-être même le seul – pour revitaliser l'alliance atlantique... et revitaliser l'Europe. ●

3. R. ASMUS, P. P. EVERTS et P. ISERNIA : « Power, war, and public opinion : thoughts on the nature and structure of the trans-Atlantic divide », *Polycopié*, août 2003.